

Canadian NATO
Parliamentary Association



Association parlementaire
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
Visite au 68^e séminaire Rose-Roth**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN
(AP OTAN)**

**Bakou, Azerbaïdjan
Du 6 au 8 mars 2008**

Rapport

L'Association parlementaire canadienne de l'OTAN a l'honneur de présenter son rapport au sujet du 68^e séminaire Rose-Roth qui s'est déroulé à Bakou, Azerbaïdjan, du 6 au 8 mars 2008. Le Canada était représenté par la sénatrice Jane Cordy.

SÉANCE D'OUVERTURE

Modérateur: Ziyafat Asgerov, chef de la délégation d'Azerbaïdjan à l'AP OTAN

Ogtay Asadov, président du Milli Mejlis d'Azerbaïdjan, accueille les participants en précisant que l'intégration euro-Atlantique demeure une grande priorité pour l'Azerbaïdjan. Il se félicite de la collaboration avec l'OTAN qu'il juge mutuellement bénéfique. L'Azerbaïdjan bénéficie en effet du programme Partenariat pour la paix (PPP) tout en contribuant aux efforts multinationaux déployés en Afghanistan et en Irak. L'Azerbaïdjan progresse dans sa réforme des forces armées, il renforce le rôle des autorités civiles et se dote d'une législation appropriée. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) revêt une grande valeur pour la région Euro-Atlantique sur le plan de la sécurité énergétique.

Le président du parlement estime que le conflit Azéri-Arménien dans le Haut-Karabagh constitue le principal obstacle au développement de la région. Il rappelle que l'Arménie continue d'occuper 20 p. 100 du territoire azerbaïdjanais, ce qui a contraint plus d'un million d'Azéris à fuir de chez eux. Selon M. Asadov, la communauté internationale devrait davantage chercher à favoriser le règlement de ce conflit qui a des répercussions plus générales en matière de sécurité étant donné que les territoires occupés sont devenus de véritables paradis pour les terroristes et les narcotrafiquants. Il précise en outre que l'Azerbaïdjan est déterminé à résoudre pacifiquement cette crise et à ne pas recourir à l'intervention armée.

José Lello, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, fait remarquer qu'il s'agit du second séminaire Rose-Roth organisé en Azerbaïdjan et du sixième dans le Caucase méridional depuis 2002, ce qui montre bien que l'Assemblée s'intéresse à cette région. Dans des régions où les différences politiques peuvent être profondes et où les conflits sont fondés sur des différends nationaux, religieux ou ethniques apparemment irréconciliables, l'Assemblée peut offrir une tribune « neutre » favorisant des échanges francs et libres. Les rencontres parlementaires de ce genre sont importantes parce qu'elles permettent de débattre toutes les options possibles, d'éliminer les perceptions erronées et d'instaurer les contacts et les relations nécessaires.

L'exposé liminaire, sur le thème des politiques et de la sécurité dans la région caspienne, est donné par le professeur Anatol Lieven du Department of War Studies, au King's College de Londres. D'entrée de jeu, il exhorte les organisations internationales, y compris l'OTAN, à s'intéresser davantage aux régions très fragiles du Caucase méridional et de l'Asie centrale. Il souligne que des expressions comme « le Grand Jeu » ou « le Grand Échiquier » qu'on applique souvent à l'Asie centrale, ont des implications géopolitiques dangereuses. Laisser entendre que les pays d'Asie centrale

sont de simples pions pouvant être déplacés par Moscou ou par Washington est à la fois inexact et insultant. Le raisonnement du « jeu à somme nulle » aurait dû laisser la place à une nouvelle pensée tout de suite après la fin de la guerre froide.

L'arrivée d'un nouvel acteur, la Chine, complique la dynamique géopolitique dans la région. L'Inde pourrait également se joindre à la partie et, en tant que plus importante démocratie du monde, remplir – on peut l'espérer – un rôle positif. Pour cela, cependant, l'Inde doit commencer par se réconcilier avec le Pakistan. Jadis, la route de l'Inde à l'Asie centrale passait par l'Afghanistan, mais, dans les circonstances actuelles, il sera extrêmement difficile pour ce pays de retrouver ce rôle. L'Iran pourrait offrir une autre route de l'Inde vers la région, mais les relations stratégiques entre l'Inde et les États-Unis sont un obstacle à la réalisation d'un tel scénario. L'énergie revêtant une importance croissante, il est possible que l'Inde décide de se détacher du giron américain pour conclure son propre pacte de l'énergie avec l'Iran. Enfin, la question de l'avenir de la Turquie pourrait également se faire ressentir sur la région. Ces dernières années, les relations entre les États-Unis et la Turquie sont devenues de plus en plus complexes et l'orientation stratégique de la Turquie n'est plus aussi claire que par le passé.

L'Asie centrale demeure une région troublée parce que le processus de construction d'États modernes n'y est pas terminé. Qui plus est, les acteurs extérieurs ne semblent pas avoir de solution aux « conflits larvés » de la région. Il existait un risque que la Russie établisse son hégémonie sur le Caucase méridional en exploitant le conflit dans le Haut-Karabagh. Cela ne s'est pas produit parce que la Russie n'a pas été en mesure de régler ce conflit d'une façon qui aurait permis à Moscou de maintenir de bonnes relations avec tous les pays de la région. L'Occident n'a pas été, lui non plus, en mesure de proposer de solution magique. Cela ne devrait cependant pas empêcher la communauté internationale de continuer d'essayer de ramener la paix et la stabilité dans cette partie du monde.

Le professeur Lieven recommande que l'OTAN coordonne mieux ses activités avec l'UE dans la région. Premièrement, l'OTAN ne sera efficace dans son rôle d'agent de sécurité que si celui-ci s'accompagne d'une aide au développement et de stimulants économiques. Deuxièmement, l'Alliance se doit de collaborer avec les autres organisations internationales présentes dans la région, plutôt que de leur faire concurrence : il faut abandonner le raisonnement du « jeu à somme nulle ». Troisièmement, il est déterminant que l'OTAN réussisse en Afghanistan. Un échec porterait atteinte à sa réputation et minerait sa capacité à être efficace ailleurs dans le monde.

Les questions des participants portent sur les répercussions que pourrait avoir, sur l'Asie centrale, l'évolution de la situation dans d'autres régions, comme en Afghanistan, au Pakistan et au Kosovo. Khalid Pachtoun (Afghanistan) craint que toute la région ne subisse de contrecoups négatifs – pouvant aller jusqu'à un éclatement – si l'on devait ne pas trouver de solution au problème des bases terroristes au Pakistan. Pour le professeur Lieven, les dernières élections au Pakistan, où les modérés ont remporté une victoire écrasante aux dépens des islamistes, ont donné lieu à des résultats concrets. Le nouveau gouvernement pourrait parvenir à mettre sur pied une véritable coalition en vue de vaincre les terroristes au Pakistan. Il faut cependant que cette

entreprise soit perçue comme étant bénéfique pour le Pakistan et non comme étant imposée par les États-Unis. Le professeur Lieven ajoute qu'on exagère les scénarios apocalyptiques à propos de l'Afghanistan, comme l'éclatement du pays. Toutefois, si l'OTAN se retirait de l'Afghanistan en laissant derrière elle un État avorton, cela risquerait très fort de déstabiliser la région.

S'agissant du Kosovo, le professeur Lieven estime que ce pays doit être la seconde grande priorité de l'OTAN et des États-Unis après l'Afghanistan. Une détérioration marquée de la situation sur place réduirait la capacité de ces deux organisations de ramener la stabilité plus à l'est. Évidemment, les séparatistes vont tenter de créer un précédent avec le Kosovo, et ils ont déjà commencé. En bon réaliste, le professeur Lieven croit que cette crise sera réglée par l'exercice du pouvoir plutôt que par le recours au droit international.

Le professeur Rustan Mammadov, de l'Université d'État de Bakou, répond à l'exposé liminaire en traitant de la sécurité dans la région sous l'angle du droit international. Bien que certains responsables politiques, surtout en Azerbaïdjan, n'aient eu de cesse de réclamer la démilitarisation de la région caspienne, il demeure que, ces dernières années, celle-ci a été le théâtre de différents projets de déploiement de forces navales : la « Garde caspienne », avec l'appui américain, pour protéger l'infrastructure énergétique du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan, et la CASFOR russe qui vise à lutter contre le terrorisme. Les Iraniens et les Chinois envisagent également de renforcer leur présence militaire dans la région. Le professeur Mammadov décrit l'apparente course aux armements engagée dans la région de la Mer caspienne, laquelle démontre bien que l'Azerbaïdjan ne devrait pas accepter d'abriter de bases militaires étrangères sur son territoire. Il faut coordonner les initiatives navales multinationales dans la région qui ne doivent pas dégénérer en compétition ou en confrontation directe. Il recommande également que les relations entre les différents acteurs régionaux soient plus pragmatiques et davantage fondées sur une logique économique que sur des *a priori* politiques. La présence économique de pays tiers dans la région caspienne doit être considérée comme un potentiel de rentrées de fonds et non comme une menace aux intérêts nationaux.

1^{RE} SESSION. LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION CASPIENNE : LES POINTS DE VUE DES ACTEURS DU CAUCASE MÉRIDIONAL

Modérateur : Markus Meckel (Allemagne), président du Comité politique, AP OTAN

Dov Lynch, conseiller principal au Bureau du secrétaire général de l'OSCE, s'exprime en son nom personnel. Il fait remarquer que les méthodes de transformation de la démocratie en Europe centrale et en Europe de l'Est ne peuvent être directement appliquées dans le Caucase méridional, en partie parce que le puissant véhicule que constitue l'élargissement de l'UE ne peut être efficace dans cette région. Quoi qu'il en soit, force est de constater un ensemble de tendances positives : les institutions d'État se renforcent, elles sont moins dispersées et plus transparentes, et les États eux-mêmes participent de plus en plus à la coopération internationale. Plus important encore, malgré tous les problèmes rencontrés, les pays ont décidé de demeurer sur la voie de la démocratie et de se considérer comme faisant partie de l'Europe.

Toutefois, il reste à régler un certain nombre de problèmes de taille, comme la faiblesse économique des pays de la région et la remilitarisation. Les conflits larvés constituent le principal défi non réglé ayant de nombreuses conséquences sur la stabilité, les perspectives de démocratisation et la reprise économique. Les développements récents au Kosovo risquent d'exacerber la situation, pas seulement directement en encourageant la dissidence, mais aussi indirectement en incitant l'Occident à porter toute son attention sur les Balkans.

M. Lynch souligne trois grands malentendus au sujet des conflits dans le Caucase méridional :

- « Ce sont des conflits larvés ». En réalité, la situation évolue en permanence et il convient de la suivre de près.
- « La paix règne là-bas depuis l'instaurant des cessez-le-feu ». En réalité, le nombre de victimes dans ces régions est toujours important.
- « Les séparatistes sont isolés ». Cette façon de voir les choses tient à l'espoir que les États du Caucase méridional parviendront à se développer même si ces conflits larvés ne sont pas réglés. C'est là une illusion. La mise à l'écart des séparatistes ne facilite pas les négociations. L'absence de contacts entre ces sociétés, par-delà les lignes de conflits, n'aide pas non plus.

M. Lynch recommande d'appliquer une approche globale établissant un lien entre la sécurité et des enjeux plus vastes comme le redressement économique, le renforcement des institutions et l'instauration d'une bonne gouvernance. « La voie qui mène à la démocratie n'est pas une autoroute, c'est une route de campagne aux nombreux détours » précise-t-il.

Tariq Musayev, directeur du Département de planification de la politique étrangère et des études stratégiques au ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, fait écho au président du parlement azerbaïdjanais pour qui l'avenir de l'Azerbaïdjan dépend de la communauté Euro-Atlantique. L'Azerbaïdjan apprécie sa coopération avec l'OTAN et la considère comme essentielle à la sécurité dans la région. La coopération d'ordre pratique avec l'Alliance et avec ses États membres porte sur tout un éventail de domaines dont l'interopérabilité militaire, la non-prolifération des armes de destruction massive, la lutte contre le terrorisme, la planification civile d'urgence, la sécurité aux frontières et la réforme du secteur de la sécurité. L'Azerbaïdjan a été parmi les premiers pays de la région à adhérer au PPP et au Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP).

M. Musayev poursuit en parlant du rôle du GUUAM, l'organisation pour la démocratie et le développement dont font partie de la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. Il s'agit d'une alliance politique, économique et stratégique destinée à améliorer la collaboration économique dans la région grâce à la création d'un corridor de transport entre l'Europe, le Caucase et l'Asie. Le GUUAM est aussi devenu une tribune où l'on traite des actuels problèmes de sécurité. L'Azerbaïdjan, qui assure actuellement la présidence du GUUAM, cherche à en renforcer le rôle de passerelle entre l'Europe et l'Asie et celui d'instrument de promotion des valeurs et des intérêts communs.

La grande priorité de Bakou en matière de politique étrangère est le règlement du conflit entre Azéris et Arméniens qui est la principale source d'instabilité. Il empêche l'instauration d'une paix durable et donne lieu à de très nombreuses violations des droits de la personne. L'intervenant condamne les tentatives déployées par les forces d'occupation en vue de changer la composition démographique des territoires occupés. L'Azerbaïdjan est déterminé à continuer ses efforts diplomatiques en vue de résoudre ce conflit par le truchement de mécanismes internationaux, mais surtout par le biais de l'ONU. Pour l'Azerbaïdjan, les conditions préalables à un règlement pacifique sont les suivantes : fin de l'occupation militaire; restauration de la situation démographique; négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan relativement au statut du Haut-Karabagh, et rétablissement économique des territoires occupés. M. Musayev fait cependant remarquer qu'il n'y a pas vraiment de quoi être optimiste, puisque l'Arménie mise sur l'approche militaire. L'Azerbaïdjan, de son côté, entend bien ne jamais transiger sur son intégrité territoriale.

Dennis Sammut, du London Information Network on Conflicts and State-building, souligne que les conflits larvés revêtent une importante dimension internationale et interétatique et ne sont pas de simples conflits ethniques internes. La seule façon de sortir de l'ornière consiste donc, selon l'intervenant, à agir suivant plusieurs axes; il n'y a pas de solution miracle.

M. Sammut propose certaines idées novatrices sur la façon de s'attaquer à ces problèmes :

- personne ne doit être laissé en marge du processus – les entités de fait doivent donc être conviées à participer;
- les grands acteurs doivent convenir que « l'indépendance n'est pas envisageable » – une fois ce principe établi, les négociations devraient porter davantage sur des modalités d'ordre pratique;
- il y a lieu d'améliorer le climat économique pour attirer les entreprises internationales et les investissements étrangers;
- il faut multiplier les contacts entre Arméniens et Azéris au niveau des collectivités locales;
- l'UE doit appliquer une stratégie plus ambitieuse dans la région.

2^E SESSION. LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA RÉGION CASPIENNE

Modérateur : Markus Meckel (Allemagne), président du Comité politique, AP OTAN

Charles Esser, analyste en questions d'énergie, International Crisis Group, fait remarquer que l'expression « sécurité énergétique » n'a pas le même sens pour tout le monde. Pour l'UE, la sécurité énergétique dépend d'un approvisionnement fiable et abordable. Pour un pays comme la Géorgie, l'expression signifie qu'il faut être à l'abri de l'utilisation de l'énergie en tant qu'outil de pression politique. Pour la Russie, en revanche, la sécurité énergétique évoque la possibilité d'un recours aux ressources naturelles pour améliorer ses objectifs de sécurité. Enfin, pour l'Azerbaïdjan, cette expression est synonyme de sécurité de la demande.

Pour les Européens, la Russie restera sans doute un important fournisseur d'énergie, surtout de gaz naturel. Les ressources caspiennes autres que russes sont généralement considérées comme des substituts viables au pétrole et au gaz russes, d'où l'importance accordée aux projets de pipeline destinés à contourner la Russie, c'est-à-dire l'oléoduc BTC et le corridor gazier du Caucase méridional à Nabucco.

Malgré tout, M. Esser conclut qu'un certain nombre de facteurs pourraient empêcher la région caspienne de devenir le sauveur énergétique de l'Europe. En effet, on établit à 20 milliards de mètres cubes (Gm^3) la future capacité maximale de Nabucco, tandis que l'OCDE prévoit qu'en 2010 la consommation de gaz en Europe avoisinera les $600 Gm^3$. En outre, même si les questions d'acheminement étaient réglées, la production de gaz dans la région pourrait être insuffisante. On dit que même le Turkménistan, la première puissance gazière du littoral caspien, est en difficulté à cause d'un manque criant d'investissements. Dès lors, pour M. Esser, il faut se garder de surestimer l'importance des ressources caspiennes pour l'Europe. Il met en garde contre le « paradoxe d'abondance » ou la « malédiction des ressources naturelles » pour les pays riches en énergie de la région, phénomène qui se manifeste par une dépendance économique excessive du secteur des hydrocarbures, par une gabegie des recettes, par la corruption, par les dommages environnementaux et par le « syndrome hollandais » (répartition improductive des ressources), en plus d'éventuelles ramifications sur le plan politique. Il formule une observation importante : la dépendance d'un seul fournisseur d'énergie ne pose pas problème en soi, dans la mesure où il s'agit d'un pays stable et démocratique comme le Canada ou la Norvège. Dès lors, la propagation de la démocratie se pose en réponse ultime aux inquiétudes touchant à la sécurité énergétique.

Murad Heydarov, conseiller auprès du président de la compagnie nationale des pétroles azerbaïdjanais (SOCAR), traite des perspectives et des défis du secteur des hydrocarbures en Azerbaïdjan. À l'heure actuelle, l'Azerbaïdjan est à l'origine de moins de 1 p. 100 de la production pétrolière mondiale – soit quelque 770 millions de barils par jour (mb/j), production qui devrait passer à 1 000 mb/j dans les années à venir. Le pétrole exporté par oléoduc est acheminé selon trois grands axes : 1) vers Novorossiisk en Russie; 2) vers Supsa en Géorgie; 3) par l'oléoduc BTC. Ce dernier est devenu l'axe privilégié dès le lendemain de son inauguration, en 2006. L'intervenant précise que l'oléoduc BTC, qui contourne la Russie et le Bosphore, est en train de modifier le paysage de la sécurité énergétique dans la région et au-delà. L'Azerbaïdjan est devenu un exportateur net de gaz et son secteur gazier devrait connaître un essor important. La sécurité physique des infrastructures énergétiques est évidemment primordiale pour les Azerbaïdjanais. Ces infrastructures peuvent être des cibles intéressantes pour les terroristes, surtout depuis que le pays participe à la coalition de lutte contre le terrorisme en Afghanistan. Une attaque contre le terminal pétrolier de Sangachal aurait de graves conséquences et pourrait notamment provoquer la fermeture de l'oléoduc BTC. Une attaque contre les installations au large serait également très dommageable à cause de la difficulté à réparer les dégâts.

John Roberts, spécialiste en sécurité énergétique chez Platts, suggère de s'intéresser plus au gaz naturel qu'au pétrole. Contrairement au pétrole, le gaz naturel n'est pas une matière première qui se négocie à l'échelle de la planète et il existe même très peu de

moyens d'atteindre le marché. Il demeure que le gaz joue un rôle croissant. On croit même que le monde vient d'entrer dans le siècle du gaz, en partie à cause des préoccupations que suscite le changement climatique.

Quarante pour cent du gaz mondial se trouve au Moyen-Orient, mais il est inaccessible pour diverses raisons, y compris à cause de la consommation intérieure qui monte en flèche et des politiques gouvernementales restrictives. L'Iran, le deuxième plus important producteur de gaz dans le monde est un importateur net de ce produit. La production de gaz russe est en augmentation, tout comme la consommation intérieure de ce pays qui est fortement subventionnée. Les Russes consomment en effet trois fois plus de gaz par habitant que les Européens. Dès lors, le volume de gaz russe susceptible d'être exporté vers l'Europe n'augmentera pas beaucoup.

Le littoral caspien est donc une région gazière très importante. Contrairement à l'intervenant précédent, M. Roberts croit que les ressources gazières de la région sont abondantes. Par exemple, en Azerbaïdjan, elles semblent beaucoup plus importantes qu'on l'avait d'abord cru. Le Turkménistan possède 5 ou 6 billions de mètres cubes de réserve de gaz. Ainsi, des projets comme le gazoduc transcasprien et celui de Nabucco revêtent une importance extrême pour la sécurité énergétique de l'Europe. Cependant, l'Europe n'est pas le seul client potentiel. Le Turkménistan et le Kazakhstan envisagent d'exporter des volumes considérables (40 Gm³) de gaz vers la Chine. Gazprom a aussi besoin du gaz caspien pour honorer ses engagements envers ses clients européens.

3^E SESSION. LES RELATIONS ENTRE L'OCCIDENT ET L'ASIE CENTRALE

Modérateur : Jane Cordy, membre de la délégation canadienne de l'AP OTAN

Pierre Morel, représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale, rappelle à l'auditoire que les relations entre l'Europe et l'Asie centrale sont vieilles de plusieurs siècles. À cause de circonstances historiques, la région a été isolée pendant longtemps, mais l'effondrement de l'Union soviétique a marqué le début d'une ère nouvelle dans sa collaboration avec l'Europe. Le programme TACIS (Technical Assistant to the Commonwealth of Independent States) a été le véhicule le plus important utilisé par l'UE pour apporter son soutien aux pays d'Asie centrale dans leurs efforts de renforcement de l'État. Malheureusement, le projet TACIS a connu des succès discutables et certains pays d'Asie centrale se sont sentis laissés pour compte. En 2005, la révolution des tulipes au Kirghizistan et le massacre d'Andijan, en Ouzbékistan, ont contraint l'UE à revisiter et à renouveler ses engagements dans la région, et à nommer un représentant spécial pour l'Asie centrale. Le différend entre la Russie et l'Ukraine au sujet de l'approvisionnement de gaz en 2006 a donné une autre raison à l'UE de faire davantage porter son attention sur l'Asie centrale qui pourrait devenir un fournisseur de remplacement.

Après cela, l'UE a élaboré une stratégie complète pour la région qui consiste essentiellement à appuyer d'autres projets de construction de pipelines et à faciliter l'investissement européen dans les infrastructures énergétiques. M. Morel a reconnu qu'en insistant davantage sur l'approvisionnement énergétique, l'Europe néglige parfois les questions de démocratie et de droit de la personne. Il critique avec véhémence ce genre de tendance et estime que l'UE devrait insister davantage sur les valeurs démocratiques. L'UE doit aussi renforcer d'autres éléments de sa stratégie, y compris

son appui à la réforme judiciaire, à l'éducation, à l'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la gestion de l'eau (par exemple, en s'inspirant de son expérience dans le cas du Danube pour sauver Amu Darya et Syr Darya), à la lutte contre les activités criminelles et à la préservation du patrimoine culturel régional.

Le Igen Bulat Sembinov, sous-ministre de la Défense du Kazakhstan, souligne l'importance de la décision des 56 États membres de l'OSCE de confier la présidence de l'organisation au Kazakhstan en 2010. Cette décision confirme que le Kazakhstan est devenu un acteur solide et indépendant apte à contribuer à la stabilité de l'Europe et de l'Asie centrale. Le général Sembinov affirme aussi que cette décision prend acte des réformes démocratiques mises en œuvre par le président Nazarbayev.

Le Kazakhstan contribue aux efforts internationaux déployés en Afghanistan en donnant accès à son espace aérien aux avions de ses alliés et partenaires (plus de 6 300 survols depuis 2003 et plus de 100 atterrissages d'urgence sur les terrains kazakhs). Le Kazakhstan a envoyé 4 000 tonnes de blé en Afghanistan. Il a également élaboré un plan d'assistance exhaustif prévoyant une participation directe à l'effort de reconstruction de l'économie afghane.

Parmi les autres grandes priorités du Kazakhstan, mentionnons la démilitarisation de la Mer caspienne, le renforcement du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et le désarmement nucléaire (le Kazakhstan, qui était alors la quatrième puissance nucléaire mondiale, a volontairement abandonné sa capacité nucléaire); la réforme de l'ONU; la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, de même que le renforcement de la Conférence de l'interaction et des mesures de la confiance en Asie (CICA).

L'Organisation de coopération de Shanghai et l'Organisation du traité de sécurité collective pourraient également jouer un rôle positif dans la région tant et aussi longtemps que les interventions ne visent pas d'autres pays ou d'autres alliances. La coopération avec l'OTAN est considérée comme exhaustive et productive, surtout pour ce qui est de l'amélioration de l'interopérabilité, de la préparation aux opérations de maintien de la paix, de la coopération scientifique, de la planification civile d'urgence et de la lutte contre le terrorisme. Le Kazakhstan a convenu avec l'OTAN d'un plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP). Le bataillon de maintien de la paix KAZBAT a été parfaitement entraîné et il est équipé pour appliquer les normes de l'OTAN; il a intégré les forces de réserve de l'ONU. L'unité de neutralisation des munitions explosives (NME) de KAZBAT est en Irak depuis août 2003 où elle a neutralisé plus de 4 millions d'explosifs. Le personnel paramédical kazakh a apporté son aide à plus de 2 500 civils irakiens. Les Kazakhs entretiennent aussi une collaboration militaire bilatérale poussée avec les États-Unis.

Nigina Sattarova, coordinatrice de projet au centre d'information, d'éducation et de culture (IECC) de Vector Intellect, présente le point de vue du Tadjikistan. Elle souligne que les relations entre ce pays et l'Occident sont plombées par des stéréotypes qui ont la vie dure de part et d'autre. Les Occidentaux voient le Tadjikistan comme un « petit pays pauvre, voisin de l'Afghanistan », peu sûr, primitif et servant de refuge aux terroristes. De nombreux Tadjiks, d'un autre côté, estiment que l'Occident est « très distant », hostile envers les cultures musulmanes, agressif et arrogant envers les petits pays.

Malgré ces stéréotypes, de nombreuses organisations multinationales sont présentes dans la région. Le conflit civil avec l'opposition islamique au Tadjikistan a été résolu en grande partie grâce aux efforts de la communauté internationale. La situation qui règne dans ce pays après ce conflit est encore très tendue. La majeure partie de la population doit vivre avec moins d'un dollar par jour, tandis que les narcotiques peu coûteux et le VIH font rage. Il ne sera pas possible de reconstruire l'économie tadjike sans une aide extérieure. Pourtant, les nombreuses initiatives multinationales sont souvent vides de sens. M^{me} Sattarova exhorte les parties intéressées à miser davantage sur des projets moins ambitieux mais pratiques, comme le déminage des frontières. Elle souligne aussi l'importance des ONG tout en regrettant que les conditions ne se prêtent pas à des activités sociétales.

La professeure Irys Beybutova, doyenne de l'École de relations internationales de Bichkek, en République Kirghize, souligne que la région de l'Asie centrale a accumulé un formidable « potentiel de conflit ». Elle mentionne certains facteurs qui sont particulièrement alarmants :

- les grandes puissances, dont la Chine, la Russie et les États-Unis, se livrent à une âpre compétition pour mettre la main sur les ressources en hydrocarbure du littoral caspien;
- l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan ne sont pas d'accord sur la question de la délimitation des frontières des pays bordant la Mer caspienne;
- les républiques d'Asie centrale se font concurrence sur la distribution d'eau provenant des principaux fleuves et des principales rivières de la région;
- certains enjeux environnementaux, plus particulièrement la désertification, représentent un énorme défi;
- il ne faut pas écarter le risque de conflits ethniques et frontaliers.

La professeure Beybutova fait aussi remarquer que l'ONU et les normes de droit international sont de moins en moins pertinentes, puisque les grandes puissances mondiales favorisent de plus en plus une approche unilatérale. Cette tendance pourrait avoir, sur l'Asie centrale, des répercussions négatives susceptibles d'entraîner une remilitarisation et une relance de la course aux armements dans cette région. Cependant, il demeure possible, selon elle, d'éviter des conflits armés dans la région grâce à deux grandes vertus intrinsèques aux nations d'Asie centrale : la tolérance et l'adaptabilité.

Rasham Alimov, professeur invité à l'Université d'économie et de diplomatie mondiale de Tachkent, en Ouzbékistan, affirme quant à lui que l'Asie centrale a beaucoup à offrir : elle a un patrimoine culturel riche et elle est au croisement de plusieurs civilisations. Elle est riche en ressources énergétiques et elle est intellectuellement développée. Les pays de la région veulent instaurer des sociétés démocratiques et une économie de marché fonctionnelle. La démocratisation est cependant en partie freinée par l'impression que les démocraties occidentales sont hypocrites et qu'elles ne s'intéressent qu'aux ressources énergétiques. Il faut aussi que les économies de la région se diversifient pour réduire leur dépendance de la production d'hydrocarbures.

Un autre grand défi est celui du maintien en place de régimes laïques face à la montée du radicalisme islamiste.

Le paysage géopolitique ressemble actuellement à une mosaïque d'intérêts variés. Les républiques d'Asie centrale cherchent à équilibrer les influences étrangères et à amener les puissances extérieures à tenir compte de leurs intérêts propres. L'intérêt de la Russie pour cette région est à la fois naturel et incontestable. La Chine qui est en train de devenir un acteur mondial de premier plan est, elle aussi, beaucoup plus présente en Asie centrale. La présence américaine, quant à elle, est sans précédent, et elle est en partie fondée sur la volonté d'éviter que d'autres puissances ne dominent la région. L'UE était moins présente dans le passé, mais cette situation est en train de changer rapidement. Toute cette compétition à laquelle se livrent les grandes puissances dans la région s'articule essentiellement autour de deux axes : l'axe est-ouest, commandité par l'UE et les États-Unis, et l'axe nord-sud, appuyé par la Russie.

Robert Simmons, Secrétaire général adjoint délégué pour la Coopération en matière de sécurité et le partenariat, et Représentant spécial pour le Caucase et l'Asie centrale, traite du rôle de l'Alliance dans la région. Il souligne que l'engagement de l'OTAN s'est accru tout particulièrement après le dernier élargissement de l'Alliance. M. Simmons mentionne un certain nombre de rouages et d'instruments de la coopération avec l'Asie centrale (le Représentant spécial, des agents de liaison dans la région, et les programmes s'inscrivant dans le cadre du PPP, soit le Partenariat pour la paix, le Processus de planification et de contrôle (PARP) et l'IPAP) qui sont adaptés aux situations et aux besoins particuliers des pays concernés. Les principaux secteurs de coopération sont l'instruction et l'éducation militaire, l'amélioration de l'interopérabilité, la planification des budgets de défense, l'examen des doctrines militaires, le déminage, la planification civile d'urgence et les projets scientifiques comme la Route de la soie virtuelle qui permet aux universitaires des pays d'Asie centrale d'accéder à des ressources pédagogiques par Internet. La portée de la coopération varie d'un pays à l'autre. Par exemple, le Kazakhstan est le seul à participer au processus IPAP. L'OTAN ne considère pas qu'elle fasse concurrence aux autres organisations présentes dans la région, comme l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'Organisation de sécurité collective avec lesquelles l'Alliance espère entretenir de bonnes relations de travail. L'engagement de l'OTAN ne porte pas atteinte, non plus, à la neutralité déclarée de pays comme le Turkménistan. Dans bien des domaines concrets, l'OTAN pourrait apporter un plus à chaque pays d'Asie centrale. En voici quelques exemples : renforcement de la capacité de maintien de la paix au Kazakhstan, projet d'élimination des déchets d'uranium au Kirghizistan; déminage au Tadjikistan et planification civile d'urgence au Turkménistan. M. Simmons reconnaît que les relations avec l'Ouzbékistan ces dernières années sont plutôt limitées, mais la situation pourrait évoluer et la coopération reprendre du mieux.

Un volet non négligeable de la coopération est l'institutionnalisation du dialogue politique entre l'OTAN et les hauts responsables politiques et militaires de même que les diplomates des pays d'Asie centrale. Ce dialogue est extrêmement important compte tenu des défis communs que représentent la stabilisation de l'Afghanistan, la production de pavot et le narcotraffic. Les autres thèmes possibles de coopération sont les suivants : lutte contre l'extrémisme religieux, défis environnementaux et protection

d'infrastructures énergétiques critiques, domaine dans lequel la contribution de l'Alliance devrait s'accroître au lendemain des décisions du Sommet de Riga.

Invité à préciser si la coopération avec l'Asie centrale et le Caucase méridional pourrait conduire à de nouvelles adhésions à l'OTAN, M. Simmons répond que l'Alliance continue d'appliquer sa politique de porte ouverte. La décision d'admettre un pays candidat revient à l'OTAN et aux membres de l'Alliance. Chaque demande est évaluée individuellement. Aucun pays tiers ne peut exercer de veto à cet égard.

4^E SESSION. LA SÉCURITÉ EN ASIE CENTRALE : LE CONTEXTE RÉGIONAL

Modérateur: Dennis Sammut, London Information Network on Conflicts and State-building

Oksana Antonenko, directrice de programme pour la Russie et l'Eurasie à l'Institut international d'études stratégiques (IISS), souligne la remarquable transformation de l'espace postsoviétique : l'héritage du passé a été remplacé par un nouvel ensemble de réalités sur le terrain qui profile de nouvelles orientations stratégiques. Il semble que le Caucase méridional ait décidé de graviter autour de l'Occident, tandis que l'Asie centrale est en train d'élaborer des stratégies régionales et multi vectorielles.

Le Caucase méridional est une région particulièrement dynamique qui retient énormément l'attention des Russes et de l'Occident. En fait, les grandes puissances ne s'entendent pas du tout sur la désignation de celle qui finira par dominer la région. Le règlement des conflits larvés dépendra donc largement de l'interaction entre les grandes puissances.

La situation est très différente en Asie centrale. Cette région est en train de se développer avec une stabilité étonnante, si l'on fait exception de la guerre civile au Tadjikistan. Toutefois, même ce conflit a été réglé, ce qu'il a lieu de considérer comme un exemple à suivre. Les troubles en Afghanistan n'ont pas débordé sur l'Asie centrale; en fait, la région est devenue le voisin le plus stable de l'Afghanistan. Le modèle de l'Asie centrale est également unique parce qu'il témoigne de la coexistence possible des grandes puissances géopolitiques qui y ont trouvé un véritable *modus vivendi*. M^{me} Antonenko conclut que l'aboutissement de cette coexistence et de cette coopération uniques découle de la prise de conscience du caractère mondial des grandes questions de l'heure – l'énergie, le terrorisme, le narcotrafic et autres – et du caractère local des conflits larvés dans le Caucase méridional.

En dépit de ces remarques optimistes, il demeure que l'Asie centrale fait face à d'énormes défis, comme l'instauration de sociétés pluralistes et la mise en place de réformes dans le secteur judiciaire et dans celui de la sécurité. La stabilisation durable de l'Afghanistan revêt une importance cruciale et le potentiel que présentent les républiques d'Asie centrale pour y parvenir est très nettement sous-estimé. Bien que le narcotrafic soit un véritable problème, la communauté internationale se doit de s'intéresser davantage à la source du problème, c'est-à-dire la production de drogue, et contribuer à trouver des moteurs économiques de remplacement.

Ivan Safranchuk, directeur de la firme de consultants LaTUK, expose le point de vue de la Russie. Il souligne que, malgré l'absence d'une menace militaire directe sur la région d'Asie centrale, le contexte de la sécurité est loin d'être parfait. Le risque d'instabilité

interne n'est pas le même dans tous les pays, mais aucune des républiques d'Asie centrale n'est entièrement à l'abri. La menace du terrorisme est alimentée par des facteurs internes et externes : le sombre bilan sociodémographique et le mécontentement qu'elle occasionne, combiné avec l'assistance de l'étranger, pourraient gravement saper la fragile stabilité dont jouit la région. Le risque de conflit entre pays d'Asie centrale ne doit pas être négligé. Les frontières actuelles dans la région sont souvent perçues comme artificielles et fondées sur de simples compromis ponctuels. Il reste encore à trouver les véritables solutions à ces problèmes.

La présence militaire étrangère dans la région est très délicate pour la Russie parce que sa frontière avec la région n'est pas « particulièrement sécurisée ». La Russie n'est pas favorable à cette présence étrangère.

S'agissant des deux organisations chargées d'assurer la sécurité en Asie centrale, soit l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), M. Safranchuk trouve contradictoire que, d'un côté, l'OTAN cherche à resserrer les liens avec l'OCS qui, elle, hésite à répondre à cette sollicitation, et, d'un autre, qu'elle néglige l'OTSC qui serait disposée à collaborer avec l'Alliance, surtout dans le domaine de la lutte contre le narcotrafic. Cela étant, pour M. Safranchuk, la coopération entre l'OTAN et l'OCS risque de souffrir de deux méprises courantes au sujet de l'OCS : 1) que l'OCS est « propriété chinoise », et 2) que l'OCS est anti-américaine. En réalité, même si la Chine possède un droit de veto sur toute initiative de l'OCS, Beijing n'est pas en position d'amener cette organisation à accepter toutes ses propositions. De plus, l'OCS n'est pas foncièrement anti-américaine; elle préfère simplement ne pas voir du tout les Américains dans le secteur et prêche pour une Asie centrale « sans É.U. ».

La question afghane a de profondes conséquences sur la sécurité de la région : ce pays est devenu un lieu de regroupement de la canaille qui représente une menace à la sécurité des régions voisines. En conséquence, la Russie ne veut pas que l'OTAN échoue en Afghanistan, parce que l'Afghanistan pourrait projeter l'insécurité plutôt que de l'absorber. D'un autre côté, la victoire ultime pourrait ne pas aller, non plus, dans le sens des intérêts de la Russie parce qu'elle remettrait en question l'influence russe dans ce coin. M. Safranchuk fait remarquer que, heureusement pour la Russie, l'OTAN est loin de remporter la victoire et qu'elle n'est pas non plus en train d'envisager son retrait de l'Afghanistan.

Assiya Kuzembayeva, du Centre de ressources et d'information de l'OTAN, se concentre sur le rôle de l'OCS. Les républiques d'Asie centrale hésitent encore dans leur choix du système de sécurité le plus efficace, raison pour laquelle on trouve différents mécanismes de sécurité dans cette région. La rivalité entre Kazakhs et Ouzbeks dans la direction des affaires régionales occasionne d'autres problèmes. Les grandes puissances veillent à leurs intérêts, chacune préférant promouvoir son organisation régionale : la Russie avec l'OTSC, la Chine avec l'OCS et l'OTAN avec le PPP.

L'OCS a prouvé son efficacité dans le règlement des différends frontaliers opposant ses États membres, comme entre la Chine et le Kazakhstan. L'OCS entend combattre les « trois démons » que sont le terrorisme, les menées séparatistes et les extrémismes

religieux. En plus de ses objectifs de sécurité, l'OCS cherche à promouvoir le commerce et la coopération économique entre ses membres. Le réseau de pipelines qui relie la Russie, le Kazakhstan, l'Asie centrale et la Chine est considéré comme l'un des piliers du marché énergétique asiatique. Pour les pays d'Asie centrale, comme pour la Russie, l'OCS est au-dessus des cadres de coopération avec la Chine. Beijing, de son côté, considère que l'OCS est un important instrument de sa stratégie économique en Asie centrale. La Chine est intéressée non seulement par les ressources énergétiques de la région, mais aussi par l'accès aux marchés européens. C'est pour cela que la Chine milite en faveur d'un changement de priorité de l'OCS pour la faire passer de la sécurité à l'énergie et l'économie. Du point de vue de Beijing, l'organisation ne doit pas devenir une « OTAN de l'Est ». L'admission de l'Inde et du Pakistan, en qualité de membres permanents de cette organisation, permettrait d'accroître d'autant le poids géopolitique de l'OCS. Quant à l'OTAN, M^{me} Kuzembayeva affirme qu'il faut être réaliste et reconnaître que le rôle de l'Alliance dans la région sera forcément limité par la présence des deux principales puissances que sont la Russie et la Chine. Quoi qu'il en soit, il existe une solide base de coopération entre l'OCS et l'OTAN, surtout dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

5^E SESSION : L'ASIE CENTRALE ET L'AFGHANISTAN

Modérateur : Jean-Michel Boucheron (France), président du groupe spécial méditerranéen (GSM) de l'AP OTAN

Shirine Akiner, de la London University's School of Oriental and African Studies, débute son exposé en soulignant que le terme « reconstruction », souvent utilisé dans le cas de l'Afghanistan, peut être trompeur parce que, même avant 1978, l'Afghanistan était l'un des pays les moins développés du monde (le taux d'alphabétisation des adultes y était de 8 p. 100 et la durée moyenne de vie y était de 42 ans). Il y a donc lieu aujourd'hui de parler de « construction ».

Il y a une différence entre bâtir un État et bâtir un pays. Des progrès ont été réalisés dans le premier cas, puisque tout un éventail de nouvelles institutions a été mis en place. C'est une autre paire de manche dans le cas du développement du pays qui est à peine amorcé. Pourtant, c'est là une nécessité stratégique car, sans l'articulation d'une forte identité nationale, le pays pourrait fort bien se désintégrer.

M^{me} Akiner souligne que le transfert, à l'armée nationale afghane (ANA), de la responsabilité en matière de sécurité nationale ne réussira que si les militaires de l'ANA partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs. L'instruction et l'argent ne permettront pas, à eux seuls, de les outiller pour cette tâche. Il existe même un risque accru que ces militaires changent de côté ou deviennent des « soldats de fortune ». Il est donc nécessaire, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan de la sécurité, d'inculquer à ces soldats un patriotisme qui soit ancré dans une identité nationale non sectaire.

La promotion de la bonne gouvernance est une autre priorité de l'OTAN/ISAF. Le problème, cependant, tient au fait que la gouvernance et le leadership sont étroitement liés et que l'autorité personnelle est un facteur crucial. Le président Karzaï peut avoir bien des qualités, mais il se trouve qu'elles sont davantage appréciées à l'étranger qu'en Afghanistan.

S'agissant des politiques économiques, des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux se sont engagés à verser des milliards de dollars d'aide. On peut avoir l'impression que ces sommes contribuent à bâtir des bases économiques solides, mais ce n'est pas forcément le cas. L'épuisement des bailleurs de fonds se fera sentir tôt ou tard et leurs dons seront remplacés par des prêts et des crédits qui ne feront qu'augmenter la dette extérieure déjà très importante de ce pays. Celui-ci n'a que peu de ressources naturelles. Les projets d'énergie et de transport contournent l'Afghanistan. Les produits artisanaux et agricoles de ce pays suffiront à peine à soutenir une économie moderne. On a du mal à voir comment, sur un marché mondial compétitif, l'Afghanistan parviendra à attirer les investissements nécessaires pour créer des emplois et favoriser le développement. D'après les indicateurs démographiques, chaque année, plus d'un demi-million de personnes rejoignent les demandeurs de nourriture, de logement, d'emploi et de soins médicaux. À moins qu'on ne réponde à leurs besoins, il ne sera pas possible d'éradiquer la pauvreté généralisée. On constate aussi un écart de salaire entre les Afghans employés de l'administration publique et ceux qui travaillent pour les organisations étrangères. Ce faisant, la fonction publique afghane ne parvient pas à attirer un personnel local de calibre et elle n'est donc pas en mesure de fonctionner efficacement. La classe moyenne – qui est le secteur progressiste et pro-réformiste de la population – a été marginalisée et aliénée. Le problème des stupéfiants est omniprésent et l'Occident doit assumer sa part de responsabilités en réduisant considérablement la demande de drogues.

M^{me} Akiner conclut en affirmant que l'Afghanistan est un peu comme un animal de zoo, pris en charge et protégé par des mécènes extérieurs. À terme, l'Afghanistan ne sera pas prêt à « réintégrer son habitat naturel ». L'OTAN et l'ISAF peuvent réaliser beaucoup en Afghanistan, mais si l'on devait permettre un changement d'orientation de la mission, tous ces efforts s'envoleraient en fumée et deviendraient contreproductifs, allant jusqu'à provoquer le ressentiment et la déception chez tous les intéressés.

Abdu Vohid Shamolov, chef du département de la sécurité nationale à l'Institut d'études stratégiques du Tadjikistan, précise qu'il y a lieu de retenir plusieurs aspects importants de la situation afghane :

- Le gouvernement central n'a quasiment aucune autorité en dehors de Kaboul. Certains ont l'impression que les talibans sont sur le point de lancer une ultime offensive pour reprendre la maîtrise de la plus grande partie du territoire.
- Les acteurs régionaux ont exclu l'Afghanistan de tous les cadres de coopération eurasiens en matière de sécurité, sapant dès lors les chances d'aboutissement des efforts entrepris pour instaurer une stabilité durable dans ce pays.
- L'Afghanistan est en dehors des grands axes de transport et de communication multinationaux qui relient l'Asie centrale et l'Asie du Sud.
- Le gouvernement afghan s'est montré incapable de faire face aux défis socioéconomiques auxquels le pays est confronté, ce qui n'a fait que stimuler le narcotrafic et dès lors alimenter les activités des terroristes.

L'Asie centrale est vulnérable aux menaces à la sécurité provenant d'Afghanistan, y compris l'extrémisme religieux d'inspiration talibane, le trafic d'armes et la traite des

personnes. L'intervenant réclame une action concertée par tous les pays et toutes les organisations internationales concernées, action qui serait éventuellement fondée sur un plan d'action complet, conjoint et à long terme portant sur les volets économie et sécurité de la reconstruction.

Pendant les échanges, M. Pachtoun (Afghanistan) souligne que le mouvement taliban n'est pas afghano-afghan, puisque quelque 40 000 combattants, dont des Ouzbeks, des Arabes et des Tchéchènes, viennent de l'étranger pour combattre dans ce pays. Un grand nombre de ces combattants qui se trouvent actuellement en Afghanistan ont été formés et financés par l'Occident dans les années 1980 pour combattre les communistes. Cela étant, la communauté occidentale a l'obligation morale d'aider les Afghans à combattre les terroristes et à reconstruire le pays. M. Pachtoun égratigne au passage l'exposé de M^{me} Akiner, l'estimant par trop pessimiste en laissant entendre que l'Afghanistan est un pays désespéré où tous les efforts internationaux sont destinés à échouer. De plus, on ne devrait pas blâmer les Afghans pour la culture du pavot qui est le seul moyen de survie pour beaucoup d'entre eux. Pour sa part, M^{me} Akiner affirme qu'il serait injuste de blâmer les autres pour tous les problèmes que connaît l'Afghanistan, nation qui demeure divisée et qui est ravagée par une guerre civile. Elle souligne par ailleurs que le problème du pavot est si complexe que, pour le résoudre, il faudra passer par une véritable reconstruction de la société afghane, ce qui échappe au mandat de l'Alliance. Des participants recommandent différentes façons de régler la question du pavot, notamment par une légalisation partielle de cette culture à des fins médicinales, mais d'autres remettent en question la faisabilité de telles propositions. D'autres suggèrent aussi que la stratégie consistant à intercepter les narcotiques du côté des récipiendaires, c'est-à-dire dans le monde occidental, n'est pas efficace parce qu'au moment où ces narcotiques se retrouvent dans les mains des consommateurs, il est déjà trop tard. Il faut donc mener le combat à la source parce qu'il est plus difficile de le faire une fois que la drogue a entamé son cheminement.

6^E SESSION. LA SÉCURITÉ EN ASIE CENTRALE : DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

Modérateur : Tchetin Kazak, membre de la délégation de Bulgarie à l'AP OTAN

Farkhad Tolipov, de l'Université nationale d'Ouzbékistan, traite de la politisation de l'islam en Asie centrale. Le lien entre l'islam et la laïcité n'est pas partout le même dans la région : si l'Ouzbékistan est un centre reconnu de culture islamique, la religion semble jouer un rôle moindre au Kazakhstan. L'islamisme anti-américain radical n'a pas de racines propres à l'Asie centrale, mais il demeure que cette région est vulnérable à la menace que fait planer l'extrémisme religieux. Les islamistes radicaux rejettent ouvertement les grands principes reconnus par les États d'Asie centrale, soit la laïcité et la démocratie. Le rôle déstabilisateur des extrémistes religieux s'est déjà manifesté durant la guerre civile au Tadjikistan et lors des événements d'Andijan au Kazakhstan. Le mouvement islamiste dans la région est constitué d'une aile modérée et d'une aile radicale. La dernière bénéficie d'un soutien considérable de l'étranger et le recours à la violence fait partie de ses tactiques.

L'intervenant mentionne que les manifestations politiques du mouvement islamiste peuvent être très différentes et il fait état des différents scénarios possibles, comme

« l'Algérien », « le Palestinien », « l'Iranien » ou « le Turco-Malaisien ». Ces scénarios vont de la « talibanisation » à l'incorporation de l'islam dans un modèle de démocratie libérale. Il est difficile, à ce stade, de prédire ce que va donner l'islamisation de l'Asie centrale. Cependant, M. Tolipov se risque à prédire que la religion prendra de plus en plus de place dans le processus politique. Malheureusement, les régimes en place semblent mal outillés pour composer avec ce genre d'évolution. Il faudra graduellement incorporer les valeurs religieuses dans les mécanismes démocratiques, sans tomber dans l'autre extrême consistant à opter pour un « fondamentalisme laïque ».

Shirin Akiner affirme que les tendances à la radicalisation constatées en Asie centrale sont plus répandues qu'on pourrait le croire. Cela découle en grande mesure du fait que, durant l'ère soviétique, les populations de la région ont été profondément imprégnées des idéaux communistes. La chute de l'empire soviétique a laissé un vide dans la psyché collective, vide qui a parfois été comblé par des idéaux religieux radicaux.

Les républiques d'Asie centrale, bien qu'officiellement laïques, font la promotion de l'islam comme partie intégrante de leur patrimoine national, ce qui fait automatiquement de l'islam une religion d'État. Les idées religieuses sont aussi véhiculées par des groupes non gouvernementaux. Certains sont d'origine locale, mais dans certains cas, ils sont d'inspiration étrangère. Ils proposent des lectures et des interprétations du Coran. Il faut s'attendre tôt ou tard à une confrontation entre ces groupes radicalisés et les autorités gouvernementales laïques. La guerre civile au Tadjikistan en est un exemple.

Parlant de la situation ailleurs dans le monde, M^{me} Akiner se dit inquiète de l'influence de certains mouvements religieux radicaux comme Hizb-Ut-Tahrir, interdit dans la plupart des pays musulmans, mais légal au Royaume-Uni. Le mouvement Hizb-Ut-Tahrir a choisi l'Ouzbékistan comme champ de bataille idéologique.

Dans l'ensemble, on comprend mal le phénomène de radicalisation au sein des communautés musulmanes, surtout chez les jeunes. On ne peut attribuer ces tendances uniquement à des facteurs économiques, parce que de nombreux musulmans nantis font aussi partie de tels mouvements. Ce genre d'influence est en train de pénétrer les sociétés d'Asie centrale beaucoup plus profondément et rapidement qu'on pouvait s'y attendre. L'islam politique fait désormais partie de la dynamique des sociétés d'Asie centrale. Pour M^{me} Akiner, il convient toutefois de faire une distinction entre l'islam politique (qui ne présente rien de mal et qui n'est pas intrinsèquement antidémocratique) et la montée du terrorisme. Malheureusement, la lutte contre le terrorisme risque fort de provoquer des atteintes aux libertés civiles dans les pays confrontés à cette menace.

Pendant la discussion animée qui suit l'exposé, de nombreux participants de pays musulmans soulignent que les terroristes sont des apatrides sans foi et que l'islam est une religion véritablement pacifique et tolérante. Ils ajoutent qu'on ne peut blâmer l'islam pour les actes criminels de certains. En réponse à ce genre d'affirmation, M. Tolipov déclare que l'expression « extrémisme islamique » tient au fait que, aussi regrettable que ce soit, les terroristes eux-mêmes sont convaincus de représenter l'islam. Leur vision est celle d'un « califat islamique » vierge de tout soupçon de

démocratie. M^{me} Akiner indique, elle aussi, que tout n'est pas parfait dans le monde musulman et qu'il n'y a pas toujours lieu de s'enorgueillir de la façon dont les préceptes de l'islam sont traduits en réalités politiques.

Kimmo Kiljunen, représentant spécial pour l'Asie centrale de l'AP OCSE, traite principalement des processus électoraux dans les États d'Asie centrale. Les équipes de l'OCSE ont observé cinq élections dans la région ces deux dernières années. Leurs constats ne sont pas tous positifs : les élections de 2007 au Kirghizistan ont été beaucoup moins transparentes que celles tenues lors de la « révolution des tulipes » de 2005.

L'OCSE croit davantage dans une définition élargie de la sécurité : la sécurité humaine n'est pas moins importante que la sécurité militaire, raison pour laquelle l'OSCE a décidé de se doter d'une compétence dans les domaines du renforcement des institutions et de l'observation des élections. Les principes de l'OCSE concernant l'observation des élections ont été formulés dans le document de Copenhague, en 1990. Le Bureau des institutions démocratiques et des Droits de l'Homme (ODIHR) a été mis sur pied pour effectuer des observations sur de longues durées, tandis que les membres de l'AP OSCE remplissent des missions d'observation de courte durée. Jusqu'à présent, l'OSCE a observé une centaine d'élections, la plupart dans de nouvelles démocraties. Dans ce domaine, l'OSCE travaille en liaison avec d'autres organisations comme le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'AP OTAN et l'Assemblée parlementaire de la CEI. Il est de pratique courante pour la plupart des organisations d'observation de publier des conclusions communes, bien que l'AP CEI produise généralement ses propres évaluations. Dans ses missions, l'OSCE cherche toujours à évoluer en parfaite autonomie, tandis que l'AP CEI s'en remet aux pays hôtes pour toute la logistique. Il est donc normal que les évaluations de la CEI et de l'OSCE soient souvent différentes.

Les modalités d'exécution des missions de l'OSCE en Russie sont de plus en plus exigeantes. Pour s'expliquer au sujet des nouveaux obstacles qu'elles opposent à l'action des observateurs internationaux, les autorités russes invoquent la réticence de l'Occident, en particulier des États-Unis, à accepter la présence d'équipes internationales d'observation des élections. M. Kiljunen fait d'ailleurs part de son expérience personnelle lors des élections présidentielles américaines de 2004, quand on lui a refusé l'autorisation d'observer le dépouillement du scrutin en Floride. Il admet dès lors que l'argument russe tient la route. Un examen des priorités d'observation des élections a été entrepris au sein de l'OSCE en vue de s'intéresser davantage aux élections qui se tiennent « à l'ouest de Vienne ».

Evgeny Zhovtis, directeur du Bureau international des droits de la personne et de la primauté du droit du Kazakhstan, souligne que l'effondrement de l'Union soviétique a donné à espérer que les républiques d'Asie centrale finiraient par devenir de véritables démocraties. Il demeure qu'on n'en a pas moins supposé que le processus de transition nécessiterait plusieurs années à cause des particularités culturelles et historiques de la région. Cela étant, la communauté démocratique était prête à « pardonner » les autorités postsoviétiques pour certains reculs et écarts par rapport aux principes de la démocratie.

Cependant, depuis le début des années 1990, les cinq pays d'Asie centrale se sont transformés en régimes politiques autoritaires. Le pouvoir absolu est concentré dans les mains d'élites postcommunistes. Certains éléments de la démocratie (les parlements, les élections, les partis politiques et les médias) sont préservés, mais il ne s'agit que de simples « façades ». La propriété privée n'est pas considérée comme inviolable et les élites perçoivent donc tout changement de régime comme une menace à leur patrimoine personnel. Les systèmes politiques sont instables parce qu'ils reposent sur des personnalités et pas sur des institutions, ni sur des règles du jeu équitables, pas plus que sur un système de freins et de contrepoids. L'écart entre les élites et le reste de la société se creuse et se superpose à une poussée du mécontentement socioéconomique, à l'influence des extrémismes religieux et à une xénophobie qui risquent de déboucher sur une profonde crise politique et sur une grave instabilité dans la région.

Cholpone Jakupova, directrice de la clinique d'aide juridique Adilet au Kirghizistan, affirme que des mots comme « démocratie » et « droits de la personne » sont quasiment devenus des boutades à forts relents sarcastiques dans la bouche des résidents des pays d'Asie centrale. Ils sont désillusionnés et ne pensent pas que ces notions prendront jamais forme. Pendant des années, on a considéré que le Kirghizistan était un pionnier de la démocratisation dans la région parce que c'était le seul pays où les responsables communistes n'étaient pas demeurés en place. Toutefois, la nouvelle génération de leaders a été renversée lors de la révolution des tulipes de 2005. Malheureusement, contrairement aux attentes populaires, le changement de régime ne s'est pas accompagné de résultats positifs. On peut dire de la situation actuelle au Kirghizistan qu'elle est catastrophique et que le pays est rapidement en train de glisser dans le chaos.

Le concept de démocratie a été complètement discrédité en Asie centrale. Il n'y a pas de véritable opposition dans les parlements et les élections sont régulièrement truquées. Les juges sont directement subordonnés aux autorités en place. Les organes de presse libres sont rares, voire inexistants. Dans bien des cas, la censure s'exerce même sur Internet. La propriété privée est sujette à des raids constants et à redistribution. Même les tensions ethniques sont instrumentalisées. La majorité de la population vit dans une peur constante.

M^{me} Jakupova fait remarquer qu'un grand nombre de tendances négatives émanent de l'étranger. Le romantisme du début des années 1990 est chose du passé et des pays comme la Russie sont déterminés à rétablir leur influence dans la région. Le Kirghizistan et le Tadjikistan sont particulièrement intéressants pour les grandes puissances, parce qu'ils possèdent la plus importante ressource de la région : l'eau. On aurait pu s'attendre à une participation accrue de l'Occident en Asie centrale afin de contrebalancer la présence russe. Toutefois, les défenseurs des droits de la personne sont très déçus de voir les pays occidentaux adopter une démarche très prudente et pragmatique en matière de promotion des libertés civiles et de la démocratie dans ces pays, préférant miser sur la stabilité et l'accès aux ressources naturelles.

Respectueusement soumis,

L'honorable Sénatrice Jane Cordy
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)	
ACTIVITÉ	Visite au 68 e séminaire Rose-Roth	
DESTINATION	Bakou, Azerbaïdjan	
DATES	Du 6 au 8 mars 2008	
DÉLÉGATION		
SÉNAT	Sénatrice Jane Cordy	
CHAMBRE DES COMMUNES		
PERSONNEL		
TRANSPORT		9 064,97\$
HÉBERGEMENT		1 025,10\$
HOSPITALITÉ		0,00\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES		234,56\$
CADEAUX OFFICIELS		0,00\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION		0,00\$
TOTAL		10 324,63\$